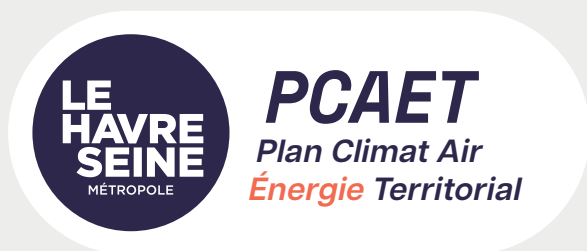


Plan Climat Air Énergie Territorial

Synthèse de la consultation du public





Synthèse de la consultation du public préalable à l'adoption du Plan Climat Air Energie Territorial Mars 2024

1. Format de la consultation

Le public a été associé en 2023, lors de la phase 1 d'élaboration du PCAET, à travers l'organisation de réunions publiques et la mise en place d'une boîte à idées en ligne. Par la suite, la Communauté urbaine a sollicité l'avis du public sur la version finale des documents qui sera soumise au Conseil communautaire pour adoption.

Conformément à la réglementation, sont soumis au public les documents adoptés par le Conseil communautaire le 1^{er} juin 2023, assortis des avis rendus par la Région Normandie, la Mission régionale d'autorité environnementale et le préfet de région Normandie. Afin de faciliter la compréhension, étaient joints au dossier de consultation trois mémoires en réponse, détaillant pour chaque avis les réponses que la collectivité compte apporter aux différentes recommandations reçues.

Outre la mise à disposition des documents constitutifs du PCAET, la **plateforme de consultation permettait aux participants de s'exprimer sur chacun des 5 axes du Plan d'action du PCAET** :

- **En votant pour un ou plusieurs axe(s) ;**
- **En intervenant via la section commentaire**, afin de poser des questions, d'exprimer un avis ou de faire de nouvelles propositions.

La consultation était ouverte du 1^{er} au 31 mars 2024, principalement sur la plateforme jeparticipe.lehavremetro.fr. Une consultation des documents sur papier était également possible à l'Hôtel de la Communauté urbaine ainsi que dans les deux Maisons du territoire (Saint-Romain de Colbosc et Criquetot-L'Esneval), et des registres papiers étaient à disposition du public pour recevoir des contributions libres sur le PCAET.

2. Principales conclusions de la consultation

- **Une participation relativement restreinte**

Malgré une communication 30 jours au préalable (site Internet de la Communauté urbaine et affichage à l'Hôtel de la Communauté urbaine ainsi que dans les deux Maisons du territoire), ainsi qu'une communication sur les réseaux sociaux (LinkedIn) le jour de l'ouverture de la consultation, **le nombre de participants est resté faible** (5 votes et 10 commentaires).

- **Des contributions appelant à aller plus loin**

- Demande de compléments sur la prise en compte du trafic maritime (transports de marchandise ou croisière), dont l'impact serait minimisé dans le PCAET ;
- Insuffisance du traitement du secteur de l'industrie ;
- Développer la problématique des îlots de chaleur urbain et des solutions pour lutter contre ce phénomène ;
- Faciliter l'émergence d'initiatives privées autour de la production d'énergie renouvelable ;
- Contradiction entre les objectifs affichés en matière de développement de l'hydrogène et la mise en pause du projet LH2 due au refus de la CU d'acquiescer des bus propulsés à l'hydrogène, qui fragilise tout le développement de la filière hydrogène locale.

- **Des contributions relatives à la méthode (aller plus vite, prendre en compte les besoins des citoyens)**
 - Ne pas refaire de nouvelles études et s'appuyer sur les études existantes, déjà réalisées par les acteurs professionnels (filière bois, hydrogène) ;
 - Nécessité de conserver la possibilité de se déplacer en véhicule individuelle pour les personnes ne pouvant utiliser d'autres moyens de transport.
- **Des demandes d'informations complémentaires**
 - Chiffrer plus précisément le coût des actions et le mettre en rapport avec le coût de l'inaction ;
 - Signalement d'une fiche manquante (fiche 2.4.1 du Plan d'amélioration de la qualité de l'air – Agir sur les sources de polluants atmosphériques).

3. Prise en compte des remarques du public

Les remarques du public sont en partie similaires à celles figurant dans les trois avis (Région, Préfecture et autorité environnementale, cf. ci-dessus). En conséquence, des ajouts seront faits aux documents du PCAET et devraient répondre au moins partiellement aux interrogations :

- Compléments sur les actions Zone industrielle bas carbone menées par SOCRATE (détail des études, des montants) ;
- Compléments sur l'électrification des quais croisière ;
- Précision sur les raisons ayant mené à la mise en suspens de l'acquisition de bus hydrogène ;
- Précisions sur les îlots de chaleur urbains.

S'agissant des contributions relatives à la méthode :

- Le besoin de nouvelles études est systématiquement justifié par la nécessité d'étudier le sujet au niveau local ou bien sous un angle particulier. La **Communauté urbaine veillera bien au respect strict de ce principe de nécessité** et d'utilisation optimale des deniers publics, dans une optique de complémentarité avec les études menées par les professionnels ;
- La **prise en compte des publics dans leur diversité de besoins** (personnes âgées, personnes porteuses de handicap, ...) est une priorité des actions de la Communauté urbaine, notamment en matière d'aménagement de l'espace public et d'organisation des mobilités. Ainsi, la réduction de la voiture individuelle, impérative pour tenir les objectifs de décarbonation, ne nuira pas à son utilisation résiduelle par les personnes n'ayant pas d'autre choix.

S'agissant des demandes de précisions ou d'informations complémentaires :

- Le **chiffre des actions** sera précisé dans le plan d'action, avec un budget estimatif pour chaque mesure. En revanche, s'agissant du coût de l'inaction, il a été convenu lors d'un échange avec les services de l'Etat que les méthodes n'étant pas fiabilisées, l'étude du coût de l'inaction, bien qu'obligatoire réglementairement, serait réalisée dans un second temps, possiblement au moment de la révision du PCAET en 2029 ;
- La **fiche manquante « Agir sur les sources de polluants atmosphériques »** sera transformée en une fiche plus détaillée sur la mise en place d'une Zone à Faibles Emissions mobilité, qui sera intégrée au Plan d'action (axe 2).